

SNC SH SAINT BONNET
SNC au capital de 1000 €
17, rue Duquesne - 69006 LYON
RCS LYON 878 917 814 00013
TVA INTRA. FR 29878 917 814



ATELIER 4+
ARCHITECTES
31, rue Mazenod - 69003 LYON
04 78 14 02 00
N° ordre des architectes 502734
SIRET : 393 430 254 00073

STONEHEDGE

SNC SH SAINT BONNET
17 rue Duquesne 69006 LYON

PIECES ECRITES

Annexe 07

Annexes Cerfa 14734-03

Parc d'activités
Rue des Frères Lumière
69720 SAINT-BONNET-DE-MURE

N° AFFAIRE 16322

INDICE H

DATE mardi 27 octobre 2020

lesateliers 4+
Les ATELIERS 4+ Lyon
31 Rue Mazenod - 69003 Lyon
04 78 14 02 00 - lyon@la4p.fr



Le 02 septembre 2020

Tél. : 04 78 40 95 55

Fax : 04 78 40 83 65

Site internet : www.saintbonnetdemure.com

E-mail : mureinfoctoyen@saintbonnetdemure.com

SNC SH SAINT BONNET

Monsieur Stève SEIGLE

17 rue Duquesnes

69006 LYON

Lettre en RAR

SERVICE URBANISME

Votre interlocuteur : Nathalie MARION

Nos réf. : NM/n° 0378-09-20

Permis de construire n° 69 287 20 0 0014

P. J. : 1 arrêté + 5 avis (VEOLIA+ENEDIS+CCEL+SMND+TOTAL) + information sur l'ambroisie et la taxe d'aménagement.

Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-joint, l'arrêté de permis de construire, référencé ci-dessus, accordé pour les travaux sollicités.

Cependant, j'attire votre attention sur le fait que les actes du Maire, notamment les autorisations d'urbanisme, sont soumis au Contrôle de Légalité du Préfet. La durée de ce contrôle est de **deux mois** à compter de la réception en Préfecture de cette autorisation.

En cas d'observations de la Préfecture et si cette décision doit être retirée, les travaux ne pourront pas être mis en œuvre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,



Jean-Pierre JOURDAIN



**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 05/06/2020, affichée en mairie le 09/06/2020, et complétée les 30/06/2020, 10/07/2020		N° PC 069 287 20 00014
Par : Représentée par : Demeurant à :	SNC SH SAINT BONNET Monsieur SEIGLE Stève 17 rue Duquesne 69006 LYON	Surface de plancher projetée : 9404 m²
Pour : Sur un terrain sis à :	Construction de deux bâtiments (bureaux et entrepôt) rue des Frères Lumière 69720 SAINT-BONNET-DE-MURE	Destinations : Bureaux, Entrepôt
Références cadastrales:	AM0164, AM0171	

Le Maire,

Vu la demande susvisée;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°07.11.14 en date du 20/11/2014 portant actualisation de la Taxe d'Aménagement;

Vu la délibération du conseil communautaire du 18/02/2003 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC "Parc d'activités le Chanay";

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 20/02/2020 et exécutoire en date du 14/05/2020;

Vu le règlement afférent à la zone UI;

Vu l'avis d'ENEDIS-l'électricité en réseau du 03/07/2020, reçu le 03/07/2020;

Vu l'avis du Syndicat Mixte Nord Dauphiné du 13/08/2020, reçu le 21/08/2020;

Vu l'avis de Total Département Pipelines et Viriat du 25/06/2020, reçu le 02/07/2020;

Vu l'avis de VEOLIA du 18/06/2020, reçu le 22/06/2020;

Vu l'avis du service gestionnaire de voirie de la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais du 10/08/2020;

Vu les avis réputés favorables de la DREAL, de la Direction générale de l'aviation civile et de Grt gaz;

Vu le cahier des charges de cession de terrain et son addendum, signés le 05/06/2020;

ARRÊTE

Article 1 : Le permis de construire est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : Les prescriptions suivantes devront obligatoirement être respectées:

- L'avis du service gestionnaire de voirie (Communauté de Communes de l'Est Lyonnais).
- L'avis du Syndicat Mixte Nord Dauphiné.
- Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle par un système d'infiltration dans le sol.
- Avant le début des travaux, le pétitionnaire devra prendre contact avec Grt Gaz.

Article 3: En raison des travaux de construction à exécuter, le bénéficiaire de la présente autorisation est redevable:

- De la Redevance d'Archéologie Préventive instituée aux articles L 524-2 et suivants du Code du patrimoine.
- De la Taxe d'Aménagement (exonération de la part communale).

Observations diverses:

- ENEDIS indique que selon les dispositions de l'article L342-11 du Code de l'énergie, l'éventuelle

contribution pour les travaux d'extension nécessaires à la réalisation d'un projet situé dans une zone d'aménagement concerté n'est pas à la charge de la collectivité en charges de l'urbanisme, mais versée par l'aménageur. le cahier des charges de cession de terrain confirme (chapitre II) que le concessionnaire de la zone d'aménagement concerté à la charge de la viabilisation de chaque lots en réseaux divers.

-La Déclaration Attestant de l'Achèvement et de la Conformité des Travaux devra obligatoirement être accompagnée de l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du Code de la construction et de l'habitation (Art. R.462-4-1 du Code de l'urbanisme).

COMMUNE DE SAINT-BONNET-DE-MURE, le

- 2 SEP. 2020

Le Maire



Jean-Pierre JOURDAIN

Conformément aux dispositions de l'article R 424-12 du Code de l'urbanisme, le pétitionnaire est informé que le présent arrêté est transmis au préfet dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

- DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION :

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée pour une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demander la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité. Cette demande, faite en double exemplaire, doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :

Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un **panneau visible de la voie publique** décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du Code de l'urbanisme, est disponible sur le site internet urbanisme du Gouvernement (<http://www.territoires.gouv.fr>) ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- et dans le cas où il s'agit d'un permis, adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier, le modèle de déclaration CERFA n°13407*02 est disponible sur le site, <http://mon.service-public.fr> ou au service urbanisme ;

- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

- DROITS DES TIERS :

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Celle-ci vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme mais ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...). Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du Code des assurances.



Mairie de SAINT BONNET DE MURE

NOTICE D'INFORMATION relative à la taxe d'aménagement

L'autorisation du droit des sols qui vous sera potentiellement délivrée ou la déclaration préalable que vous avez déposée peut entraîner l'exigibilité de la taxe d'aménagement établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement de bâtiments de toute nature et/ou sur certains types d'aménagements et installations.

Compte tenu des décisions prises par les collectivités locales bénéficiaires sur le territoire desquelles est implantée votre construction, la taxe d'aménagement peut être exigible : elle se compose d'une part communale (ou intercommunale) et d'une part départementale.

1. Modalités de calcul de la taxe

$$\text{Taxe d'Aménagement} = \text{assiette d'imposition} \times \text{valeur forfaitaire} \times \text{taux}$$

A) ASSIETTE D'IMPOSITION et VALEUR FORFAITAIRE

Pour les constructions et travaux générateurs de surface de plancher taxable

L'assiette de la taxe (surface taxable notée dans l'imprimé) est constituée de la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert de la construction, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- des surfaces de plancher sous une hauteur de plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre.

La valeur forfaitaire est fixée au niveau national et actualisée annuellement en fonction de l'indice du coût de la construction. **Pour l'année 2020, la valeur forfaitaire est fixée à 759 € par mètre carré.**

Un abattement de 50 % est appliqué sur ces valeurs pour :

- les 100 premiers mètres carrés de la surface des habitations principales et leurs annexes ;
- les locaux d'habitation bénéficiant d'un prêt aidé de l'État (hors prêt locatif aidé d'intégration) ;
- les locaux industriels et artisanaux ;
- les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale ;
- les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale.

Les constructions affectant le sous-sol > à 0,50 m de profondeur sont aussi soumises à la **Redevance Archéologique Préventive (RAP) dont le taux est de 0,40 %** et qui se calcule comme la taxe d'aménagement.

Pour les installations et aménagements

L'assiette de la taxe est constituée :

- pour les aires de stationnement non comprises dans la surface de construction : 2 000 € par emplacement ;
- pour les piscines : 200 € par mètre carré ;
- pour les emplacements de tentes, caravanes et résidences mobiles de loisirs : 3 000 € par emplacement ;
- pour les emplacements des habitations légères de loisirs : 10 000 € par emplacement ;
- pour les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres : 3 000 € par éolienne ;
- pour les panneaux photovoltaïques au sol : 10 € par mètre carré.

Exonérations de plein droit

Sont exonérés de plein droit du paiement de la taxe :

- les constructions et aménagements destinés à être affectés à un service public ou d'utilité publique ;
- les constructions de locaux d'habitation et d'hébergement financées par un prêt locatif aidé d'intégration ;
- certains locaux des exploitations, des coopératives agricoles et des centres équestres ;
- les aménagements prescrits par un plan de prévention des risques sous certaines conditions ;
- la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans sous certaines conditions ;
- la reconstruction de locaux sinistrés sous certaines conditions ;
- les constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 m² ;
- les constructions et aménagements réalisés dans les périmètres d'opération d'intérêt national (part communale ou intercommunale uniquement) ;
- les constructions et aménagements réalisés dans les zones d'aménagement concertées (part communale ou intercommunale uniquement) ;
- les constructions et aménagements réalisés dans les périmètres de projet urbain partenarial (part communale ou intercommunale uniquement).

Exonérations facultatives

De la part communale de la taxe : la commune a voté l'exonération facultative suivante par délibération du **20 novembre 2014** :

- 80 % de la surface des abris de jardin soumis à déclaration préalable.

De la part départementale de la taxe : le Conseil Général du Rhône a voté les exonérations facultatives suivantes par délibération en date du **28 octobre 2014** :

- les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt aidé de l'État, hors du champ d'application du prêt locatif aidé d'intégration ;
- les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés ;
- les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

B) TAUX

La taxe d'aménagement comprend une part communale (ou intercommunale) et une part départementale.

Part communale

Un taux de **4,5 %** a été fixé par délibération du conseil municipal en date du 20 novembre 2014.

Part départementale

Un taux de **2.5 %** a été fixé par délibération du Conseil Général du Rhône en date du 28 octobre 2014.

2. Recouvrement

Si le montant n'excède pas 1 500 €, la taxe est recouvrée en une échéance, dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'autorisation.

Pour un montant supérieur, le paiement s'effectue en deux fractions égales :

- la première doit être acquittée dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'autorisation ;
- la seconde dans un délai de 24 mois à compter de la date de l'autorisation.

Vous recevrez un courrier d'information sur le montant que vous êtes susceptibles d'acquitter environ 6 mois après la date de l'autorisation (expresse ou tacite).

Pour tous renseignements sur le calcul de cette taxe, vous pouvez vous adresser à la :

Direction Départementale des Territoires de Lyon
Tél : 04.78.62.50.50

Quelques exemples de calcul de la taxe d'aménagement :

Pour un projet d'habitation : une maison de 160 m² de surface de plancher (130 m² + 30 m² de garage) + piscine de 32 m² + 2 stationnements aériens :

Maison 100 m² x 379,50 € x 7 % = 2 656,50 €
60 m² x 759 € x 7 % = 3 187,80 €
= 5 844,30 €

+ Piscine de 32 m² : 32 m² x 200 € x 7 % = 448 €

+ 2 places de parking : 2 x 2 000 € x 7 % = 280 €

Montant total de la taxe : 6 572,30 €

Pour une extension à l'habitation de 20 m² :

- si maison existante de 80 m² : 20 m² x 379,50 € x 7 % = 531,30 €

- si maison existante de plus de 100 m² : 20 m² x 759 € x 7 % = 1 062,60 €

Pour un abri de jardin de 20 m² avec exonération totale de la part départementale et 80 % de la surface de la part communale :

- si maison existante de 80 m² : 4 m² (20 m² - 80%) x 379,50 € x 4,5 % = 68,31 €

- si maison existante de plus de 100 m² : 4 m² (20 m² - 80%) x 759 € x 4,5 % = 136,62 €

Pour un bâtiment industriel ou artisanal de 1 000 m² + 25 stationnements aériens :

Bâtiment : 1 000 m² x 379,50 € x 7 % = 26 565 €

+ 25 places de parking : 25 x 2 000 € x 7 % = 3 500 €

Montant total de la taxe : 30 065 €

Pour un bâtiment commercial de 1 000 m² + 50 stationnements aériens :

Bâtiment : 1 000 m² x 759 € x 7 % = 53 130 €

+ 50 places de parking : 50 x 2 000 € x 7 % = 7 000 €

Montant total de la taxe : 60 130 €

Note à joindre aux demandes de permis de construire



● MESURES SPECIALES DE LUTTE CONTRE L'AMBROISIE

L'ambrosie est une plante au pollen très allergisant et pose un réel problème de santé publique dans le département du Rhône. En région Rhône-Alpes, 6 à 12% de la population est estimée allergique.

C'est également une plante envahissante. Produites en grande quantité et pouvant rester viables plus de dix ans dans le sol, ses graines germent là où la terre est dénudée ou retournée par l'homme. La dissémination se fait très souvent par transport de terre. La plante se développe donc très souvent dans les chantiers de construction publics et privés.

Chaque maître d'ouvrage est responsable de la prévention et de l'élimination de l'ambrosie. Le maître d'œuvre doit s'assurer de la prise en compte de ce problème par les entreprises.

Reconnaître la plante.

L'ambrosie est une plante annuelle qui apparaît tardivement au printemps et disparaît en automne.

En été, elle croît rapidement et peut atteindre plus d'un mètre de hauteur.

Ses feuilles sont vert vif des 2 côtés, sans odeur et sa tige est couverte de poils blancs.

Ses fleurs sont regroupées en longs épis vert-jaune au sommet des rameaux. Elles portent le pollen qui est disséminé par le vent en août-septembre. Il peut parcourir plusieurs dizaines de kilomètres.

● L'ARRETE PREFECTORAL N°2000-3261 DU 20 JUILLET 2000

Les propriétaires, locataires, ayant droit ou occupants à quelque titre que ce soit, les exploitants agricoles, les maîtres de chantier de travaux et les gestionnaires de domaine public sont tenus de :

- prévenir la pousse d'ambrosie (sur les terres rapportées ou remuées),
- nettoyer et entretenir les espaces où pousse l'ambrosie.

Tout contrevenant est passible de poursuites. En cas de défaillance, le maire peut faire procéder, aux frais des intéressés, à la destruction des plants d'ambrosie.

PRECONISATIONS AVANT LES TRAVAUX

Les terres rapportées et remuées

Vérifier l'absence d'ambrosie sur le terrain, sinon la détruire avant le début des travaux.

Le matériel

Nettoyer les outils d'excavation avant et après utilisation, afin d'éviter toute contamination par le matériel.

● **PRECONISATIONS PENDANT LES TRAVAUX**

Prévenir sa pousse

Installer un paillis (copeaux de bois, graviers...), un géotextile ou une bâche. Cette ouverture bloque la végétation et donc la pousse de l'ambrosie. A mettre en place également pour la protection de stock de terre et de matériaux.

La détruire

L'arracher, la biner ou la faucher (à répéter si besoin).

● **PRECONISATIONS APRES LES TRAVAUX**

Végétaliser rapidement par semis ou implantation d'espèces herbacées et arbustives.

Au besoin, utiliser de l'engrais vert (moutarde, trèfle...). Favoriser la concurrence des autres végétaux comme les plantes à fleurs et la diversité végétale, même sur les gazons.

Éviter l'utilisation d'engrais désherbants ou de désherbants, car en détruisant les végétaux, ils laissent libre champ à l'ambrosie. Ne pas faucher trop ras un terrain.

Il faut toujours avoir à l'esprit que l'ambrosie ne peut pas se développer sur un terrain bien végétalisé.

Pour plus d'information consultez : **la mairie**, le numéro vert : **0800 87 70 21**, le site Internet du Département du Rhône : **www.rhone.fr/ambrosie**



ETEL

Raffinage-Chimie

Département Pipelines et Viriat

Total Raffinage France
Département Pipelines - Viriat
Plateforme de Feyzin
CS 76022
69551 FEYZIN Cedex (France)
Télécopie: 04 72 09 55 44

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE L'EST LYONNAIS
SERVICE ADS
AEROPORT DE LYON SAINT EXUPERY
40 RUE DE NORVEGE- CS 60001
69125 COLOMBIER SAUGNIEU CEDEX**

A l'attention de Patrice ABELLO

Feyzin, le 25 juin 2020

V/Réf. : PC 069 287 20 0 0014
N/Réf. : ETEL/GM/LB/JSR N° 0252-20

**OBJET : CANALISATION DE TRANSPORT D'ETHYLENE ETEL FEYZIN – TAVAUX
CANALISATIONS DE TRANSPORT D'HYDROCARBURES 10" ET 16" FEYZIN-ST QUENTIN
PROJET DE CREATION D 6 LOTS- PARC D'ACTIVITES
DEMANDEUR SNC SH SAINT BONNET
PARCELLES : AM 164-171- COMMUNE : SAINT BONNET DE MURE**

Monsieur,

Vous nous avez consultés pour le projet cité en objet et nous vous en remercions.

Ce projet est situé à environ 3 410 mètres de notre ouvrage hors de la zone des dangers pour la vie humaine.

Selon la réglementation actuellement applicable aux canalisations de transport et à leur environnement, nous ne sommes pas concernés par le projet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations les meilleures.

L'ingénieur Pipelines

Grégory MERLIN

Le Chef du Département Pipelines et Viriat

Jean-Charles MARIOTTI

« Cette lettre est destinée uniquement au destinataire mentionné et/ou son service et ne pourra être divulguée à des tiers ou via internet que moyennant accord préalable et écrit de son auteur. Elle pourra cependant être divulguée sous forme papier sans son accord dans le cadre d'une intervention des intervenants de ladite procédure ».

TOTAL Classification: Restreinte - Distribution

TOTAL - All rights reserved

Société Anonyme au capital de 200 966 348,48 € - 428 891 113 R.C.S. Nanterre

Enedis-ARE Sillon Rhodanien

CCEL Service ADS Aéroport de Lyon Saint-Exupéry
40 rue de Norvège - CS 60001
69125 COLOMBIER SAUGNIEU CEDEX

Téléphone : 09 69 32 18 11
Télécopie : 04 75 80 13 70
Courriel : sirho-are@enedis.fr
Interlocuteur : DE-FOURNAS Bruno

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

VALENCE, le 03/07/2020

Madame, Monsieur,

Par votre demande d'information pour l'instruction de l'autorisation d'urbanisme d'un projet situé dans une zone d'aménagement concerté, vous nous avez sollicités afin de connaître les coûts d'extension de réseau électrique qui seraient à la charge de la CCU (ou de l'EPCI) concernant ci-dessous :

Autorisation d'Urbanisme : PC0692872000014
Adresse : RUE DES FRERES LUMIERES
69720 SAINT-BONNET-DE-MURE
Référence cadastrale : Section AM , Parcelle n° 171/164
Nom du demandeur : SEIGLE STEVE

Selon les dispositions de l'article L342-11 du code de l'énergie, l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaires à la réalisation d'un projet situé dans une zone d'aménagement concerté n'est pas à la charge de la CCU.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Bruno DE-FOURNAS

Votre conseiller

Reçu le
21 AOUT 2020
C. C. E. L.

CCEL

Service ADS, Mr ABELLO Patrice
Aéroport de Lyon Saint Exupéry
40 rue de Norvège – CS 60001
69 125 COLOMBIER SAUGNIEU Cedex

Heyrieux le 13/08/2020

Vos réf. : Dossier n° PC 069 287 20 00014

modificatif

Nos réf. : LWA.LWA.20.637

Objet : Avis sur PC n° 069 287 20 00014

Interlocuteur : Laurence WAEGEMANS

Monsieur,

Pour faire suite à la demande de permis de construire n°069 287 20 00014 concernant la construction d'entrepôts et de bureaux dans le Parc d'activité, ZAC de « Le Chanay » à Saint Bonnet de Mure, et après analyse des pièces complémentaires (Complément Notice Gestion des Déchets (V03)) apportées par le demandeur, concernant la localisation et le dimensionnement du local poubelle,

Je vous informe que nous émettons un avis favorable à cette demande.

Le projet prévoit une aire de retournement suffisante pour les camions de collecte.

Le local semble suffisamment dimensionné et est situé à 3 mètres tout au plus de l'accès pour le camion.

Rappel des prescriptions techniques à prendre en compte :

Local poubelles :

- L'emprise au sol des bacs doit être multipliée par 3 environ pour permettre une bonne circulation autour des bacs et pour pouvoir les déplacer aisément : les jours de collecte étant différents, les bacs de tri sélectif (couvercles jaunes) doivent être faciles d'accès sans avoir à bouger les bacs d'ordures ménagères (couvercle marron) ;
- Le local ne doit pas être fermé (pas de porte) ;
- L'ouverture minimale du local doit être d'1.50 mètre ;
- Le local doit se situer à proximité du passage du camion, au maximum à 3 mètres ;
- Dans le cas d'un local à ordures ménagères fermé, les bacs doivent être sortis la veille des jours de collecte et à proximité du passage du camion, au maximum à 3 mètres ;

www.smnd.fr

- Le sol doit être plat ;
- Pas de marche, ni d'escalier pour accéder aux bacs.

La collecte Rue des Frères Lumières est assurées :

- deux fois par semaine pour les ordures ménagères
- une fois par semaine pour le tri sélectif

Calcul de la surface au sol nécessaire en fonction de la dimension des bacs :

Capacité en L	Hauteur en cm	Longueur en cm	Largeur en cm	Emprise au sol en m ²	Surface au sol en m ²
140	107.4	48.0	55.5	0.3	0.9
240	106.0	58.0	73.5	0.4	1.2
360	109.5	63.5	85.6	0.5	1.5
660	116.0	125.5	78.5	1.0	3.0
770	130.0	125.5	79.4	1.0	3.0

Calcul du volume de déchets :

Calcul du volume de déchets en OM (ordures ménagères) **pour 1 collecte :**

nombre de foyers x 3,5 x 5L x 7

Calcul du volume de déchets en CS (collecte sélective) **pour 1 collecte :**

nombre de foyers x 3,5 x 7L x 7

3,5 : nombre moyen de personnes par foyer du T2 au T5

5L : volume de déchets produits estimé en OM

7L : volume de déchets produits estimé en sélectif

7 : 7 jours de la semaine

Calcul du nombre de bacs :

Volume de déchets divisé par 660L ou 770L

660L et 770L : volumes des bacs collectifs de 4 roues

Les cartons bruns ne sont collectés ni dans les bacs à ordures ni dans les bacs de tri, ils doivent être déposés directement en déchèterie.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations les meilleures.



pour le Président empêché,
la première Vice Présidente,
HEYRIEUX le SAUTAREL-BIDARD



**Communauté de Communes
de l'Est Lyonnais**

SAINT-EXUPÉRY - SAINT-GENIS - SAINT-PIERRE - SAINT-REMY
ET SAUGNIEU DE NOUVEAU - ET PLEIN DE CHARENTAIS - TOULOUSE

Colombier-Saugnieu, le 10 août 2020

CCEL
CS 60001

Aéroport de Lyon Saint-Exupéry
40 rue de Norvège
69125 Colombier-Saugnieu Cedex

A l'attention du Service ADS

Réf : PA/DN

Objet : Avis du gestionnaire de voirie

N° du dossier : PC n°069 287 200014 snc sh saint bonnet rue des frères lumières

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande de permis de construire, citée en objet. Celle-ci soulève de notre part les observations suivantes :

I. Avis voirie au sens de l'article 3 du PLU

1. Voirie interne à l'opération

- ☐ La voirie ne présente pas les caractéristiques suffisantes à l'importance de l'opération projetée au motif que :
- ☐ La chaussée /bande roulante est insuffisamment dimensionnée
 - ☐ Le/les trottoir(s) est/sont insuffisamment dimensionné(s)

☒ La voirie présente les caractéristiques suffisantes par rapport à l'importance de l'opération projetée.

☐ Pas de voirie interne au projet.

☐ Le projet ne prévoit pas d'aire de retournement.

2. Configuration des Accès

- ☐ L'implantation du portail respecte le recul imposé.
- ☐ L'implantation du portail ne respecte pas le recul imposé.
- ☐ Pas de fermeture d'accès au projet.
- ☒ Pas de recul de portail imposé au PLU.

3. Emplacement(s) réservé(s)

☐ La parcelle est concernée par un emplacement réservé.

N° : Bénéficiaire :

Destination :

Observations/ prescriptions :

II. Avis voirie au sens de l'article R.111-5 du code de l'urbanisme

1. Desserte par la voirie publique :

- ☐ La voirie de desserte du projet ne présente pas les caractéristiques suffisantes à l'importance de l'opération projetée.
- ☒ La voirie de desserte du projet présente les caractéristiques suffisantes par rapport à l'importance de l'opération envisagée.

2. Configuration de l'accès :

- ☒ Il n'est pas nécessaire de réglementer l'accès à condition de respecter les prescriptions ci-dessous.
- ☒ Toutes détériorations des revêtements, ouvrages, mobiliers, etc. situés sur le domaine public, seront à la charge du pétitionnaire. De plus, tous travaux impactant le domaine public devront faire l'objet de demandes de permission de voirie et d'arrêté de circulation adressées à la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais.
- ☒ La limite entre le futur domaine privé et le domaine public doit être clairement identifiée par un muret, une clôture, un revêtement différencié ou, pour les entrées charretières, une bordure arasée située en limite, côté parcelle privée.
- ☒ Si le projet nécessite la réalisation de travaux de modification du domaine public (création d'entrée charretière, trottoir, clôtures...), le coût sera supporté par le pétitionnaire.

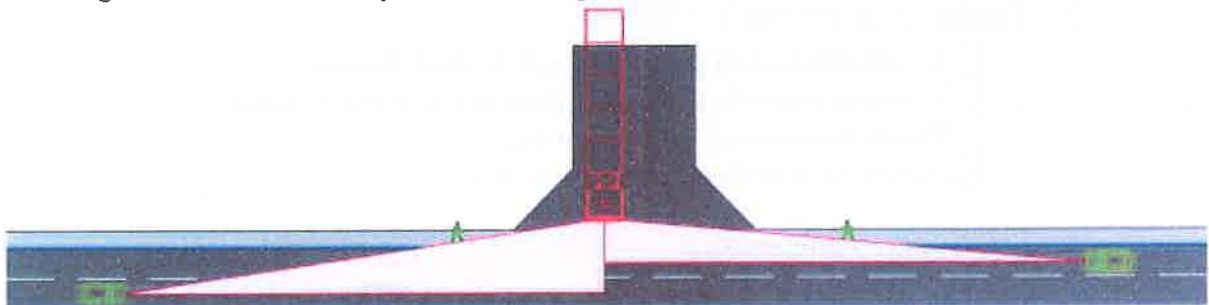
3. Futurs projets :

- ☒ La parcelle est concernée par un projet d'aménagement à moyen terme.
- ☐ L'acquisition d'une partie de la parcelle est opportune pour un futur projet d'aménagement.

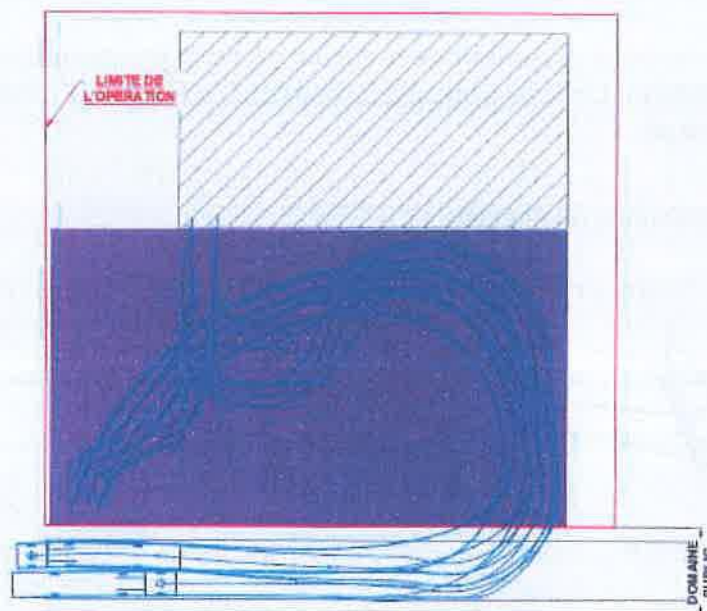
Observations :

Les prescriptions décrites dans le présent avis sont issues du PLU de la commune concernée, du règlement de voirie de la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais (CCEL), du code de la route, du code de la voirie routière, des textes législatifs et réglementaires liés notamment à l'accessibilité des voiries et espaces publics, et des recommandations du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

La configuration de l'accès respectera un triangle de visibilité pour la sortie des véhicules.

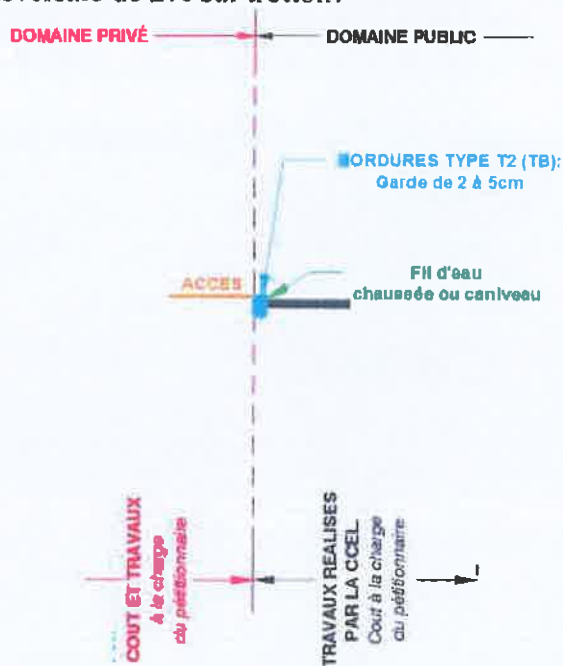


La CCEL préconise une aire de manœuvre en dehors du domaine public, à l'intérieur de la parcelle dédiée à l'opération.



Les niveaux d'accès pour les lots se calculeront d'après la formule suivante :

- Fil du caniveau ou chaussée de la nouvelle voirie + garde des bordures de 2 à 5 cm + pente transversale de 2% sur trottoir.



Les rejets des eaux de ruissellement et pluviales des lots ne se répandront pas sur la nouvelle voirie.

Le SMND sera consulté pour avis et validation de l'espace de stockage des ordures ménagères. L'avis et la validation seront transmis à la CCEL par le pétitionnaire.

Dans l'hypothèse d'un espace entièrement ouvert (pas de mur, grillage...), un dispositif sera réalisé afin d'éviter les roulements des bacs sur la voirie publique.

Les observations et prescriptions ci-dessus relèvent des consultations obligatoires prévues par l'article R.423-53 du Code de l'urbanisme mais qui ne lient pas l'autorité compétente. Il s'agit donc **d'un avis simple**.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

La Directrice des Projets Urbains et
Du cadre de Vie

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Sophie FOURNIER

Le Directeur du Développement
et de l'Aménagement

A blue ink signature featuring a large, stylized 'E' or 'G' shape with a vertical line and a horizontal stroke at the bottom.

Emmanuel GIRAUD



Région Centre-Est
Certifiée ISO 9002

Unité Opérationnelle Est Lyonnais
1 Rue des Bruyères
69 330 PUSIGNAN
Tél. : 0810.000.777
Fax : 04.78.40.63.99

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE L'EST LYONNAIS
Service ADS
Aéroport de Lyon Saint-Exupéry
40 rue de Norvège – CS 60001
69125 COLOMBIER SAUGNIEU Cedex

N/Réf. : ELY/20/0231/PHB

V/Réf. : Dossiers n° PC 069 287 20 00014

PUSIGNAN, le 18 juin 2020

Affaire suivie par Monsieur BREJEON Philippe

Avis sur assainissement et eau potable pour demande de :

☐ Certificat d'Urbanisme ☒ Permis de Construire ☐ Autorisation de Lotissement ☐ Déclaration Préalable

Pétitionnaire

: SNC SH SAINT BONNET

Adresse du terrain objet de la demande : RUE DES FRERES LUMIERE

69330 SAINT BONNET DE MURE

EAUX USEES

☐ non concernée par VEOLIA EAU - GENERALE DES EAUX

☒ collecteur public existant : Rue : Rue des Frères Lumière
Diamètre : DN 300mm Béton

☒ au droit de la parcelle

☐ à ml de l'anglede la parcelle

☒ raccordement sur collecteur public obligatoire

☐ collecteur public inexistant

☐ épuration autonome obligatoire, suivant prescriptions techniques fixées par arrêté ministériel en vigueur

Droit de branchement :

☒ voir collectivité

☐ montant : Euros

Servitude : ☐ oui ☐ non

Commentaires :

Zone Grand Est
Centre Service Client
TSA 50119 – 37911 Tours Cedex 9

Véolia Eau - Compagnie Générale des Eaux
21 rue de la Boétie – 75008 Paris
S.C.A. au capital de 2 207 287 340 Euros
572 025 526 RCS Paris



EAUX PLUVIALES

- ☐ non concernée par VEOLIA EAU - GENERALE DES EAUX
- ☒ collecteur public existant Rue : **Rue des Frères Lumière**
Diamètre : **DN 800mm Béton**
☐ au droit de la parcelle
☐ à ml de l'angle de la parcelle
- ☐ raccordement sur collecteur public obligatoire
- ☐ collecteur public inexistant
- ☒ eaux pluviales à diffuser sur le terrain concerné
- ☐ fossé existant
- ☐ rejet au fossé suivant avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)
- Servitude : ☐ oui ☐ non
- Commentaires :

- ☐ conditions de rétrocession dans le domaine public des ouvrages d'assainissement
- ☐ prescriptions techniques assainissement

EAU POTABLE

- ☐ non concernée par VEOLIA EAU - GENERALE DES EAUX
- ☒ réseau public existant Rue : **Rue des Frères Lumière**
Diamètre : **DN 200mm Fonte**
☒ au droit de la parcelle
☐ à ml de l'angle de la parcelle

Droit de branchement :

- ☒ voir collectivité
- ☐ montant Euros
- Servitude : ☐ oui ☐ non

Commentaires :

Les travaux de branchements eau et assainissement, ainsi que le raccordement sur les réseaux sous domaine public seront réalisés par **VEOLIA EAU - GENERALE DES EAUX**.

Véolia eau - Générale des Eaux ,
Philippe BREJEON

Zone Grand Est
Centre Service Client
TSA 50119 - 37911 Tours Cedex 9

Véolia Eau - Compagnie Générale des Eaux
21 rue de la Boétie - 75008 Paris
S.C.A. au capital de 2 207 287 340 Euros
572 025 526 RCS Paris